

4 mars 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans "Al Hayat" du 4 mars 2006, sur les relations franco-saoudiennes, la question du nucléaire en Iran, le dossier irakien, la situation dans les territoires palestiniens et au Liban et sur l'affaire des caricatures de Mahomet.

QUESTION - L'Arabie Saoudite est un acteur essentiel sur la scène du Proche-Orient.

Qu'attendez-vous de ce pays sur le plan régional ? Quels sont les dossiers politiques prioritaires sur lesquels vous souhaitez avancer avec les dirigeants saoudiens que vous allez voir ?

LE PRESIDENT - Je tiens tout d'abord à exprimer ma très grande joie de revenir en Arabie saoudite, à l'invitation de Sa Majesté le Roi Abdallah. Mon dernier voyage dans le Royaume, le 2 août dernier, avait été un moment de profond recueillement et d'hommage pour présenter les condoléances de la France au Roi Abdallah, à l'occasion des obsèques de Sa Majesté le très regretté Roi Fahd.

Je suis heureux de me trouver à nouveau à Riyad pour cette visite d'Etat avec une importante délégation de ministres et de chefs d'entreprises.

La France et l'Arabie saoudite entretiennent d'excellentes relations, cimentées par une longue histoire et des liens solides et confiants entre leurs dirigeants. La France a été l'un des premiers pays à reconnaître le Royaume, lors de sa création, en 1932. La rencontre entre le Roi Fayçal et le Général de Gaulle à Paris, en 1967, a posé les fondations du nécessaire rapprochement entre l'Europe et la région du Golfe. Ces deux grands hommes d'Etat avaient compris qu'entre la France et le Royaume, existent des intérêts communs qui justifient une naturelle et nécessaire collaboration.

Depuis, les liens entre nos deux pays n'ont cessé de se renforcer. La dynamique de rapprochement a été couronnée par la mise en place du partenariat stratégique en 1996, lors de ma visite à Djeddah. Il englobe la diplomatie et la politique, les relations économiques, la coopération en matière militaire et de sécurité.

Il porte également sur le volet culturel que j'estime primordial et qui doit être renforcé. Dans un monde qui se globalise, nous devons, en effet, impérativement travailler à une meilleure connaissance de nos cultures respectives. Nous devons apprendre à vivre ensemble dans le respect de l'autre. Le département du Louvre consacré aux arts islamiques et cofinancé, notamment grâce aux dons de généreux donateurs saoudiens, est un exemple à suivre.

L'Arabie saoudite est un acteur majeur sur la scène régionale et internationale et ma visite sera l'occasion de confirmer la convergence de vues qui existe entre la France et le Royaume sur les grands dossiers d'actualité.

Le Royaume est un acteur indispensable, dans le Golfe naturellement, mais aussi au Moyen-Orient dans son ensemble. C'est également un partenaire global de par son rôle dans l'ensemble du monde islamique ou la place qu'il occupe dans le domaine de l'énergie.

Sur toutes ces questions, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Abdallah, dont chacun sait l'expérience et l'action modératrice, l'Arabie saoudite poursuit une politique de dialogue et d'apaisement.

Nous partageons avec les dirigeants saoudiens le souci de préserver la stabilité et la sécurité régionale. C'est dans ce sens que je vais aborder avec eux la situation en Iran, en Iraq, au Liban et en Syrie ainsi que le processus de paix israélo-palestinien.

QUESTION - Vous allez avec une importante mission économique en Arabie, quels sont les accords économiques que vous souhaitez conclure ?

LE PRESIDENT - L'Arabie saoudite connaît un remarquable dynamisme économique, porté notamment par l'utilisation avisée de revenus pétroliers exceptionnels.

Elle est notre deuxième partenaire commercial dans la région, avec des échanges en augmentation rapide. Plus de 60 entreprises françaises sont déjà implantées dans le pays et participent à cet essor. Elles bénéficient de la politique d'ouverture engagée par les autorités saoudiennes. Ce processus de modernisation économique et sociale a été couronné par la récente entrée de l'Arabie saoudite à l'OMC, que j'ai personnellement beaucoup soutenue.

Mais j'estime que la France, client important de l'Arabie Saoudite, peut et doit être plus présente. Je suis persuadé que la conjoncture actuelle est favorable au renforcement de nos relations économiques, dont les deux pays retireront des avantages mutuels, notamment en termes d'emploi.

Dans cette perspective, les chefs d'entreprise qui m'accompagnent sont prêts à s'engager dans des projets d'avenir, que ce soit dans le secteur industriel, des équipements ou des services. La France souhaite également encourager les investissements saoudiens dans les divers secteurs de l'économie française.

Je suis heureux d'avoir été invité par la communauté d'affaires saoudienne à m'exprimer sur nos relations économiques : ce sera l'occasion pour moi de lui présenter le dynamisme et la modernité de l'économie française, de plaider pour des partenariats plus nombreux, par exemple pour travailler aux grands projets structurants qu'a engagés le Royaume, d'affirmer la volonté des entreprises françaises de s'implanter davantage, en développant des liens étroits avec leurs homologues saoudiennes.

QUESTION - Il y a eu en Arabie saoudite une attaque terroriste qui a essayé de viser la raffinerie pétrolière qui raffine 8 % de la consommation mondiale du pétrole. Quel commentaire faites-vous, vous qui allez en Arabie saoudite, face à ces tentatives de déstabilisation et de terrorisme ?

LE PRESIDENT - D'abord, je note que cet attentat a été déjoué grâce à l'action des forces de sécurité saoudiennes, heureusement. Toute forme d'attentat terroriste est condamnable. Rien ne peut justifier le terrorisme que je condamne avec la plus grande fermeté. C'est une espèce de virus mortel qui atteint certaines sociétés. Donc je m'associe à tout ce qui permet de lutter efficacement contre le terrorisme.

QUESTION - L'Arabie saoudite a été victime du terrorisme comme beaucoup de pays arabes et occidentaux. Pensez-vous que ce choc des civilisations entre le monde musulman et l'Occident est de nature à augmenter le terrorisme, par quels moyens peut-on endiguer ce terrorisme ?

LE PRESIDENT - La France a toujours condamné le terrorisme sous toutes ses formes et d'où qu'il vienne. Durant la série d'attentats qui ont touché l'Arabie saoudite en 2003 et en 2004, elle a marqué sa solidarité avec le Royaume et a exprimé sa vive sympathie aux familles des victimes de ces actes inhumains.

La France fait confiance aux forces de sécurité saoudiennes, qui n'ont pas ménagé leurs efforts, pour combattre ce fléau. Elle soutient également les initiatives diplomatiques que l'Arabie saoudite a prises pour unir les efforts de tous dans la lutte contre le terrorisme dans le cadre des Nations Unies et dans le respect du droit. Ainsi a-t-elle participé, avec une délégation de haut niveau, à la Conférence internationale sur le terrorisme qui s'est réunie à Riyad en février 2005. Comme vous le savez, la France a payé elle aussi, par le passé, un lourd tribut au terrorisme. Elle y a toujours répondu avec la plus grande fermeté. Elle sait que certains mouvements terroristes, exploitant les bouleversements et les incompréhensions qu'engendre la mondialisation, méditent un "choc des civilisations" dont ils espèrent qu'il favoriserait leurs desseins. C'est une raison supplémentaire pour encourager, tout au contraire, le dialogue des cultures afin que nos différences soient mieux comprises et perçues dans un esprit de tolérance mutuelle et

Elle encourage

d'ouverture.

QUESTION - L'Iran est une source d'inquiétude dans la région du Golfe, pensez-vous que l'isolement du Président AHMADINEJAD va le pousser à la politique du pire dans la région ?

LE PRESIDENT - L'attitude actuelle de l'Iran est une source d'inquiétude pour la région et pour l'ensemble de la communauté internationale.

Nous ne mettons pas en cause le droit légitime de l'Iran à l'énergie nucléaire civile, dès lors que ce pays respecte de bonne foi ses engagements en matière de non-prolifération et donne à cet égard des garanties objectives. Nous avons d'ailleurs proposé à l'Iran un soutien à son programme nucléaire civil.

Mais les dirigeants iraniens ont pris l'initiative de rompre le processus de négociation engagé en 2003, marquée par l'accord de Paris de novembre 2004, et de reprendre unilatéralement les activités sensibles à l'encontre des résolutions unanimes de l'AIEA. D'où la réaction de la communauté internationale.

J'appelle les dirigeants iraniens à renouer avec l'esprit de dialogue, à comprendre la volonté de la communauté internationale tout entière : tout l'objectif de la négociation menée par les Européens a consisté à trouver les bases d'un règlement au bénéfice de tous, dans le cadre de la légalité internationale.

La résolution présentée début février par le Royaume Uni, l'Allemagne et la France au conseil des Gouverneurs de l'AIEA a recueilli un très large soutien. Le Conseil de sécurité des Nations Unies recevra début mars un rapport de l'AIEA. Par ailleurs, il faut noter que la France a souhaité, avec l'Egypte, que l'AIEA se prononce en faveur d'un Moyen-Orient libre d'armes de destruction massive, ce qui a été obtenu.

Je le dis avec force : la porte reste ouverte à une reprise des discussions, dès lors que l'Iran se conforme aux demandes de l'AIEA. Mais si les dirigeants iraniens ne prennent pas les mesures nécessaires au rétablissement de la confiance, le Conseil de sécurité des Nations Unies devra prendre des décisions en conséquence.

Plus que jamais, le choix est dans les mains des dirigeants iraniens.

Bien entendu, j'attache la plus haute importance au point de vue des autorités saoudiennes sur cette affaire capitale pour la paix dans la région et dans le monde.

QUESTION - Mais croyez-vous qu'avec l'Iran de M. AHMADINEJAD, on a une perspective de tranquillité dans la région, que ce soit au Liban, dans le Golfe, avec le Hezbollah ?

LE PRESIDENT - D'abord, c'est le problème de l'Iran et je suis pour ma part tenté de faire confiance à priori à un pays qui est un grand pays, qui est une vieille civilisation, une grande culture.

S'agissant des problèmes nucléaires, je regrette qu'aucun accord n'ait pu intervenir sur la base de ce que proposaient les Européens. Bien entendu, personne ne conteste le droit de l'Iran à développer l'électronucléaire, c'est-à-dire les usages civils du nucléaire. Mais en revanche, il y a des règles générales, acceptées par l'ensemble de la communauté internationale au titre de la non prolifération, pour éviter l'accès à des technologies qui peuvent être excessivement dangereuses.

J'espère que l'évolution ira dans le sens de la stabilité. Je me félicite des discussions qui ont lieu actuellement entre l'Iran et la Russie. Nous n'en connaissons pas encore les résultats, mais c'est peut-être une voie positive de sortie. Au sein de l'AIEA, nous avons nous-mêmes plaidé -et c'est un vœu pour l'avenir- pour l'existence au Moyen-Orient d'une zone libre d'armes de destruction massive.

Je souhaite que l'Iran soit, de ce point de vue, conscient qu'on lui tend une main amicale et respectueuse, à condition, naturellement, qu'il y ait un minimum de contacts, de compréhension réciproque.

QUESTION - Pensez-vous que l'Iraq est en train de devenir pour l'Iran ce que le Liban était pour la Syrie pendant 30 ans ?

LE PRESIDENT - Aujourd'hui, l'Iraq est un pays qui connaît l'instabilité et la violence.

La France estime qu'un Iraq uni, souverain, démocratique et stable, vivant en bonne intelligence avec ses voisins est indispensable à la paix. Un conflit intercommunautaire aurait des

répercussions dramatiques. Les Iraquiens doivent se rassembler autour d'un pacte national qui garantisse l'intégrité du pays et permette à chacun de trouver sa place dans les nouvelles institutions.

Pour parvenir à un consensus entre toutes les communautés irakiennes, un engagement positif des Etats voisins est nécessaire. Ces derniers doivent continuer à jouer collectivement un rôle constructif afin d'aider l'Iraq à préserver son unité nationale et à construire un Etat de droit.

QUESTION - Comment voyez-vous l'avenir de l'Iraq aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - La logique sécuritaire ne peut à elle seule ramener la paix. C'est avec un processus politique véritablement inclusif que l'on pourra isoler les groupes extrémistes. Les Iraquiens, quelle que soit leur confession, ont largement participé aux dernières élections qui se sont tenues le 15 décembre dernier. Il faut encourager ce mouvement et aider les Iraquiens à suivre la voie du dialogue et de la réconciliation nationale.

C'est pourquoi l'initiative de la Ligue arabe a reçu le plein soutien de la France. Toutes les parties irakiennes ont pu être réunies au Caire et se sont entendues sur un communiqué final condamnant le terrorisme, mais appelant également à un retour complet à la souveraineté de ce pays. C'est ce que la France a encouragé depuis la fin des opérations militaires afin que les Iraquiens soient maîtres de leur destin.

La perspective d'un retrait des forces étrangères, dont la présence suscite l'hostilité d'une partie de l'opinion irakienne, est aussi un des éléments susceptibles de contribuer au dialogue national. La Force multinationale est déployée en Iraq conformément à la résolution 1546. La France pense qu'un horizon doit être fixé pour permettre aux Iraquiens d'entrer dans une logique de responsabilité.

La France se tient aux côtés des Iraquiens sur le chemin de la réconciliation nationale, de l'unité et de la construction de la démocratie. Là encore, l'analyse et les conseils du Roi Abdallah me seront précieux.

QUESTION - Beaucoup de pays dont les Etats-Unis menacent de couper l'aide aux Palestiniens à cause de la présence du Hamas dans le gouvernement. La France pourrait-elle convaincre l'Europe et l'Amérique de continuer l'aide aux Palestiniens ? Quelle sera la conditionnalité de cette aide ? L'espoir de paix recule-t-il en Palestine et en Israël avec le Hamas au pouvoir ?

LE PRESIDENT - Vous connaissez l'engagement constant de la France pour la paix dans la région, qui passe par deux Etats vivant côte à côte dans le respect mutuel et la sécurité. Vous savez également que la France est l'amie du peuple palestinien et souhaite que soient honorées ses aspirations légitimes. Vous connaissez aussi ma conviction que la violence ne règlera jamais rien, qu'elle est au contraire destructrice et profondément négative. C'est pourquoi la France a toujours appuyé les efforts accomplis depuis Oslo pour aboutir à une solution durable.

Des élections démocratiques ont eu lieu et les Palestiniens ont choisi. La France respecte ce choix. Personne ne souhaite couper l'aide internationale aux populations et je rappelle que l'Union européenne est, depuis les accords d'Oslo, le premier bailleur de fonds dans les territoires.

En revanche, la question de l'assistance à l'Autorité palestinienne se pose dès lors que le Hamas, inscrit sur les listes européenne et américaine des organisations terroristes, arrive au pouvoir. Sur ce point, il est clair que la poursuite de l'aide européenne dépendra de l'attitude et des engagements du nouveau gouvernement palestinien.

A cet égard, je vous rappelle la position de la France, qui a été exprimée à plusieurs reprises au long de ces derniers jours. Toute solution passe par le respect de trois principes : la reconnaissance d'Israël, la renonciation à la violence et la reconnaissance des accords signés entre l'OLP et Israël, en particulier les accords d'Oslo.

Pour ce qui est des espoirs de paix, l'arrivée du Hamas au pouvoir change bien évidemment la donne régionale. Il est trop tôt pour dire quel sera son impact réel sur les perspectives de règlement dans une région où, vous le savez, tout est susceptible d'évoluer très vite.

Dans l'immédiat, nous appelons le Hamas à comprendre que la voie de la violence est sans issue et à poursuivre sa transition vers l'action politique, en respectant la trêve et en s'engageant dans

un processus de renonciation à la violence et de reconnaissance d'Israël. Il lui faut désormais aller jusqu'au bout de cette logique, il n'existe pas d'alternative.

Mais nous disons aussi aux Israéliens qu'il faut dépasser la logique de l'unilatéralisme. Une paix juste et durable dans la région ne pourra pas être imposée par l'une ou l'autre des parties. Au bout du compte, nous le savons tous, il n'y a pas d'alternative à la reprise de réelles négociations entre les Israéliens et les Palestiniens.

QUESTION - Et pensez-vous que l'élection du Hamas en Palestine est de nature à menacer la sécurité du Liban parce que les camps palestiniens sont contrôlés non seulement par la Syrie, mais aussi par le Hamas qui est victorieux en Palestine ?

LE PRESIDENT - D'abord, je ne sais pas si l'on peut dire que les camps palestiniens sont globalement contrôlés par telle ou telle autorité.

Le Hamas a beaucoup de problèmes, il est confronté à beaucoup de difficultés. Les Palestiniens ont voté pour le Hamas de façon régulière et non contestable. Je pense qu'il est de ce fait confronté à des réalités qui concernent notamment son insertion dans la communauté internationale, avec ce que cela comporte en ce qui concerne les aides dont ont impérativement besoin les Palestiniens. Cela suppose de sa part une certaine évolution, pour s'intégrer à la communauté internationale, notamment sur des points décisifs comme la reconnaissance d'Israël, comme la reconnaissance des accords qui ont été passés entre l'Israël et l'OLP à commencer par les accords d'Oslo, comme la renonciation aux actions terroristes. Le Hamas doit déjà gérer l'ensemble de ces problèmes et de ces évolutions, ce qui n'est pas facile et demandera un peu de temps. Je ne crois pas qu'il soit aujourd'hui dans son intérêt d'ajouter des problèmes supplémentaires.

QUESTION - Beaucoup d'actes de déstabilisation, attentats, crimes et provocations de chrétiens ont eu lieu au Liban depuis le début de l'enquête internationale sur l'assassinat du Premier Ministre libanais. Comment pensez-vous que la communauté internationale peut protéger le Liban de sa tentative de déstabilisation par la Syrie ?

LE PRESIDENT - Des liens exceptionnels unissent depuis toujours le Liban et la France. Ce sont des liens du cœur, des liens étroits entre le peuple français et le peuple libanais, des liens forgés par les épreuves et indestructibles.

Nous nous sommes engagés, aux côtés de la communauté internationale, pour permettre au peuple libanais de recouvrer sa pleine indépendance et sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Ce processus a franchi une étape importante avec le départ des troupes syriennes du Liban en avril dernier, puis l'organisation d'élections libres et transparentes en juin. Ce sont là des acquis essentiels.

Mais le chemin qui reste à parcourir pour assurer la stabilité du pays est important.

Les défenseurs de la liberté et de l'indépendance du Liban ont payé un lourd tribut. Je m'incline devant leur sacrifice et j'assure leurs familles de ma solidarité dans l'épreuve. Mais leur combat est celui de tous les Libanais attachés à la souveraineté de leur pays.

Ceux qui sont derrière les assassinats doivent savoir que les défenseurs de l'indépendance du Liban ne sont pas seuls. La communauté internationale est avec eux, et résolue à réussir. La France est prête à renforcer son assistance aux autorités libanaises, dans les domaines de la sécurité comme de l'économie, pour accompagner les réformes indispensables.

Un plan gouvernemental de réformes agréé par l'ensemble des forces vives du pays et mené par un exécutif cohérent doit contribuer à une plus grande stabilité du pays. Une conférence internationale d'aide doit se tenir dès que possible au Liban. Je souhaite me concerter avec les autorités saoudiennes pour assurer son succès. L'Égypte doit également jouer tout son rôle dans ce domaine.

Concernant la Syrie, les résolutions du Conseil de Sécurité sont claires. La communauté internationale lui demande de ne pas interférer dans les affaires intérieures libanaises. Elle lui demande de cesser son soutien aux forces qui cherchent la déstabilisation du Liban comme de la région. Nous sommes, avec nos partenaires, déterminés à ce que ces résolutions soient mises en oeuvre dans leur intégralité. C'est pour la Syrie l'occasion d'établir, avec le Liban, une relation

de coopération et de stabilité, et non de confrontation et de violence.

égalitaire et respectueuse de la souveraineté mutuelle.

Les liens entre les peuples syrien et libanais sont d'ordre historique, politique, culturel et économique. Seules la confiance et l'estime réciproques sauront les préserver et les faire fructifier dans l'intérêt des deux Etats.

QUESTION - Nombreux sont ceux qui pensent au Liban qu'on n'arrivera jamais à juger les assassins de Rafic Hariri et arriver au bout de l'enquête car ça prendra beaucoup de temps et la situation en France et aux Etats-Unis changera d'ici là. Qu'en pensez-vous ? La France est-elle toujours sur une ligne différente de celle des Etats-Unis en ce qui concerne le Hezbollah ? Quel est votre jugement sur son action au Liban actuellement ? Quel délai pour l'application de la 1559 ?

LE PRESIDENT - Je le dis solennellement : ce crime ne peut rester impuni. La vérité et la justice sont nécessaires à l'avènement d'un Liban nouveau. La France et la communauté internationale veulent donc que toute la lumière soit faite, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, sur l'attentat qui a coûté la vie à M. Hariri et à ses compagnons.

La France, comme d'ailleurs l'Arabie Saoudite, soutient pleinement la commission d'enquête internationale dirigée à présent par M. Serge Brammetz. Elle attend également que la vérité soit faite sur les autres attentats qui ont ensanglanté le Liban. La mise en place, dans les meilleurs délais, d'un tribunal international permettra d'assurer une justice efficace et sereine.

Concernant le Hezbollah, notre position n'a pas changé : ce mouvement est représentatif d'une partie importante de la population libanaise. Il doit, à ce titre, participer pleinement à la vie politique du pays et travailler dans l'intérêt du peuple libanais.

Mais le Hezbollah doit évoluer et permettre à l'Etat libanais d'assumer toutes ses responsabilités régaliennes, comme le demande la résolution 1559 qui doit être mise en oeuvre dans son intégralité.

Je salue les efforts de tous les responsables politiques et communautaires qui ont engagé avec courage des discussions, afin d'atteindre rapidement ces objectifs par la voie du dialogue national. Nous leur apportons tout notre soutien.

QUESTION - La France a toujours été l'amie du Liban mais aussi celle des chrétiens de ce pays qui ont peur après les dernières manifestations en quartier chrétien, que peut faire la communauté internationale pour les rassurer ?

LE PRESIDENT - Nous avons été choqués par les émeutes qui ont eu lieu à Beyrouth et ont conduit à la mise à sac de la représentation danoise et de l'Eglise Saint-Maroun. Nous les avons condamnées avec force. Aucun prétexte ne peut justifier ces violences. Dans cette affaire, il faut saluer le sang-froid des chrétiens qui n'ont pas répondu aux provocations d'une poignée d'irresponsables.

Aujourd'hui, mon sentiment est que les Libanais comprennent la nécessité de privilégier le dialogue national et l'entente intercommunautaire, dans le respect des croyances et convictions de chaque communauté. Un Etat souverain, démocratique, respectueux des libertés individuelles et collectives est la meilleure garantie pour tous les Libanais de toutes confessions. C'est l'objectif de la communauté internationale et plus particulièrement de la France.

QUESTION - La Syrie de Bachar El ASSAD pourra-t-elle renouer avec la France et à quelle condition ?

LE PRESIDENT - Il ne tient qu'à la Syrie d'améliorer ses relations avec la communauté internationale en se conformant aux décisions du Conseil de Sécurité. C'est là la seule condition. La Syrie, qui est un grand pays de la région, a vocation à revenir dans le jeu normal des relations internationales et à retrouver ses relations traditionnelles avec la France.

Mais pour cela, elle doit changer de comportement, en particulier dans ses relations avec le Liban et coopérer pleinement et sans réserve avec la commission internationale d'enquête.

QUESTION - Le Président LAHOUD a critiqué personnellement le Président français ainsi que son ambassadeur au Liban. Cela a suscité beaucoup de mouvements, de réactions. Je voudrais savoir : que répondez-vous à ces critiques ?

LE PRESIDENT - Je laisse dire, je ne réponds rien. Je n'ai aucun commentaire à faire sur ce genre de propos. Vous connaissez parfaitement la position de la France : nous soutenons le

gème de proposer une commission parlementaire la position de la France à l'égard du Liban, nous le soutenons politiquement pour qu'il recouvre sa pleine indépendance, sa souveraineté, son autorité. Nous le soutenons économiquement. Nous sommes très actifs dans la préparation d'une future conférence dite "Beyrouth I", c'est-à-dire la réunion des amis du Liban pour le soutien économique et le soutien aux réformes que le Liban doit absolument engager. Je n'ai aucune intention de faire la moindre ingérence politique au Liban.

QUESTION - Et les Syriens ont critiqué la France. M. KHADDAM est venu en France, il a parlé, il a donné des interviews, les Syriens ont alerté le monde entier. Pourquoi M. KHADDAM est-il en France ? Est-ce que vous comptez le garder ad vitam æternam ici ? Est-ce que vraiment la France joue un rôle pour changer le régime en Syrie ?

LE PRESIDENT - La France, je vous l'ai dit, ne fait aucune ingérence dans la politique intérieure libanaise. Elle n'en fait pas non plus dans la politique intérieure syrienne, même si elle souhaite que la Syrie ait un comportement conforme aux résolutions de l'ONU à tous égards, qu'il s'agisse de ne pas déstabiliser le Liban ou la région, ou qu'il s'agisse de la coopération sans réserve, conforme aux résolutions de l'ONU, avec la Commission d'enquête internationale qui est attendue d'elle. La France ne fait pas d'ingérence et ne porte pas de jugement, si ce n'est l'espoir de voir la Syrie revenir à un comportement respectueux des résolutions de l'ONU, et revenir ainsi normalement à sa place, qui est celle d'un grand pays, dans la communauté internationale. M. KHADDAM est en France à titre privé. Il n'y a strictement aucun rapport entre lui et le gouvernement français. Donc il parle à titre strictement privé et, en aucun cas, en accord avec la France.

QUESTION - Depuis l'assassinat du Président HARIRI et de ses compagnons, il a eu au moins cinq assassinats de personnalités, de journalistes au Liban. Comment la communauté internationale peut-elle contrer la nuisance syrienne au Liban ? Comment expliquer aux Syriens, "arrêtez ces assassinats, arrêtez de faire ces choses parce que le Liban a peur" ?

LE PRESIDENT - Le Liban a peur et, hélas, l'expérience justifie cette peur. Je crois que la Syrie serait bien inspirée de comprendre que tout acte de déstabilisation du Liban -que ce soit par des envois d'armes, par des assassinats- serait tout à fait incompatible avec son statut dans la communauté internationale et ne manquerait pas de provoquer des réactions de la part de la communauté internationale. Ce n'est l'intérêt de personne et je souhaite que la Syrie soit bien consciente de cette situation.

Des négociations sont en cours au Conseil de sécurité de l'ONU pour la mise en oeuvre d'un Tribunal international. Presque tout le monde est d'accord sur ce principe. Des autorités judiciaires libanaises de haut niveau sont d'ailleurs en train d'en discuter avec le Secrétaire général de l'ONU. Je pense que la création de ce tribunal sera de nature non seulement à rendre la justice, mais aussi à dissuader toute action de déstabilisation du Liban.

QUESTION - A plusieurs reprises, vous avez dit "La France n'a pas une politique de changement de régime en Syrie". Que signifie le changement de comportement de la Syrie ? Est-ce que ce n'est pas de la même nature qu'un changement de régime en fait ?

LE PRESIDENT - Il est tout à fait légitime que la communauté internationale analyse et juge les comportements qui peuvent déstabiliser un pays tiers et, à ce titre, marque sa désapprobation, donne ses conseils. C'est très exactement notre attitude.

QUESTION - Qu'est-ce qui retarde la conclusion du Traité d'amitié entre l'Algérie et la France ? Est-ce la loi sur le rôle positif de la France pendant la colonisation ?

LE PRESIDENT - Le traité d'amitié entre la France et l'Algérie est un objectif essentiel dans la refondation des relations franco-algériennes et la mise en oeuvre du partenariat d'exception que la France souhaite construire avec l'Algérie.

Nos deux pays veulent bâtir une relation nouvelle, sereine et durable. Nous y avons tous intérêt : l'Algérie est notre premier voisin du Sud, notre sécurité passe par une relation confiante avec une Algérie stable et prospère. A ce titre, la signature du traité d'amitié est un véritable rendez-vous pris entre nos deux pays et nos deux peuples, liés par l'histoire et par une communauté d'intérêts très forte.

Nous allons, grâce à ce traité, permettre un dialogue constructif et tourné vers l'avenir.

QUESTION - Les caricatures parues au Danemark ont suscité des réactions très violentes dans le monde musulman, les journaux français ont repris ces caricatures, pensez vous que le monde occidental entre dans un conflit dangereux avec le monde musulman ? Que pensez vous de la montée de l'intolérance en France et en Occident vis à vis de l'islam ? La France officielle peut-elle lutter contre cela avec sa communauté musulmane d'environ 5 millions de personnes, quelles sont les mesures ?

LE PRESIDENT - Je comprends tout à fait que la publication de ces caricatures ait suscité l'incompréhension et la réprobation parmi les musulmans, où qu'ils vivent.

Au cours de cette crise, j'ai affirmé la position de la France en condamnant toutes les provocations manifestes, susceptibles de blesser les croyances et d'attiser dangereusement les passions. J'ai insisté sur le fait que la liberté d'expression, qui constitue un des piliers de notre République, devait néanmoins s'exercer dans un esprit de responsabilité et reposer également sur les valeurs de tolérance et de respect.

Pour autant, les violences qui se sont exercées à l'encontre de ressortissants européens ou de missions diplomatiques ne sont pas acceptables et doivent être condamnées. La violence fait le jeu des extrémistes. Il faut donc en appeler à la responsabilité et apaiser les esprits, mais aussi donner un nouvel élan au dialogue entre les cultures.

Nous y avons tous intérêt. Dans le cadre de la mondialisation, nos destins deviennent intimement liés. Tous les peuples aspirent à la construction d'Etats de droit, au développement économique et social, à la sécurité, l'éducation, la préservation de l'environnement... Dans tous ces domaines, il est important d'agir ensemble et d'établir des partenariats fondés sur le respect, comme celui qui rattache depuis dix ans les deux rives de la Méditerranée.

Dans cet esprit, le dialogue doit être permanent et approfondi entre Occident et monde musulman. D'une part, pour éviter que les incompréhensions se transforment en rejet de l'autre et, d'autre part, pour éteindre au Proche et Moyen-Orient les foyers de crise qui sont à l'origine d'un sentiment largement répandu d'injustice et d'humiliation.

Pour sa part, la France respecte toutes les religions et toutes les croyances. L'islam, qui est devenu la deuxième religion pratiquée dans notre pays, y a toute sa place. Plusieurs millions de personnes originaires d'Etats musulmans y vivent aujourd'hui, dont beaucoup ont la nationalité française. Dans le cadre de notre système de laïcité, qui permet la coexistence harmonieuse entre toutes les religions, les musulmans de France bénéficient d'une entière liberté de conscience, de croyance et de culte.